

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Article de Gérard Filoche à paraître dans la « Nouvelle  
revue socialiste », le 22 décembre 2005

# Mais de quel « modèle » parle t'on ?

- Social -

Date de mise en ligne : mercredi 21 décembre 2005

---

Démocratie & Socialisme

---

**Mais de quel « modèle social français » parlent-ils ? Aussi bien ceux qui veulent le « défendre » (tout en déplorant ses carences) que ceux qui veulent « l'abolir » (rêvant tout haut du modèle anglo-saxon) ne parlent pas du même ! Si le terme « modèle social français » a un sens, pour nous autres, à gauche, nous autres, socialistes, c'est celui des conquêtes sociales, celui du progrès social !**

C'est celui du droit du travail bâti depuis le milieu du 19<sup>e</sup> siècle (l'interdiction du travail des enfants, la protection de celui des femmes la nuit, la journée de 10 h puis celle de 8 h) celui de l'éducation et de la laïcité, fin 19<sup>e</sup> et début 20<sup>e</sup> siècle, celui des droits associatifs et syndicaux.

Puis début 20<sup>e</sup> siècle, les 40 h et les congés payés, les conventions collectives et le début des « assurances sociales » grâce aux grandes grèves de 1920 et de 1936. Puis les conquêtes sorties du programme du Conseil national de la Résistance, et de la mobilisation sociale à la Libération en 1944-1945 : droit de vote des femmes, sécurité sociale, retraite, allocations familiales pour tous, comités d'entreprises, droit du travail collectif, protection des accidents du travail, services publics et économie mixte.

Le « modèle social français » ainsi créé de 1936 à 45 contre la majorité du patronat qui avait collaboré avec les nazis, a dû ensuite être défendu bec et ongles, et il a fallu des grandes grèves acharnées pour le protéger et l'étendre. La défense de ces conquêtes en 1947, 1953, en dépit de la Guerre froide, puis de la sale guerre d'Algérie et du coup d'état permanent de la V<sup>e</sup> République, a été assurée par le redémarrage puissant des luttes sociales de 1963 à 1968. Cela va de la grève des mineurs de 1963, aux grandes journées unitaires de défense de la Sécurité sociale les 17 mai 1966 et 1967, aux grèves de Redon, Rodiaceta, de la Saviem en janvier 1968. L'action sur plus de trois semaines en mai et juin 68 de 8 à 9 millions de grévistes en France a été un tel tremblement de terre que même son souvenir aide encore à défendre ce qui a été conquis comme droits à l'époque. On était passés de 2 à 4 semaines de congés payés, à un statut protecteur de la Fonction publique, à des avancées en matière de droit du travail, d'économie mixte, de santé, d'éducation, de services publics.

Après une décennie 70 forte en résistances sociales, la victoire de la gauche en mai 1981, effet différé de mai 68, a permis de nouvelles avancées énormes : l'abolition de la peine de mort, le remboursement de l'IVG, les 39 h, la retraite à 60 ans, la cinquième semaine de congés payés, 13, 5 % de hausse du Smic, des droits syndicaux nouveaux, section syndicale dans l'entreprise, rétablissement des élections à la sécurité sociale, etc... La gauche au pouvoir, de 1981 à 1983 va d'abord dans le sens du progrès historique et le modèle social va de l'avant. Puis elle subit et reflète malheureusement la pression internationale et l'offensive idéologique ultra-libérale. La gauche a le mérite d'en freiner les effets en France, mais à reculons à partir de 1984, puis de 1998 à 1993. Le chômage de masse, les inégalités sociales se creusent et comme des termites menacent les fondations de ce bel et historique « modèle social ».

Il aurait fallu dès ces moments-là plus de volontarisme, plus d'audace pour continuer à résister et à contrer les pressions ultra-libérales mondialisées. Mais avec la gauche toute entière, on n'aura pas tout ce qu'on voulait, tout ce qui était possible de notre « modèle social français ». Avec la droite qui va revenir trois fois, en 1986, 1993, 2002, on va avoir tout ce qu'on ne veut pas du « modèle social anglo-saxon ».

Il y a alors les premiers coups de boutoir pour tenter « le grand bond en arrière » et sous l'impact international du reaganisme, du thatchérisme, de l'ultra libéralisme, la droite française et le Cnpt s'enhardissent des insuffisances de la gauche, et tentent de détruire ce « modèle social » à chacun de leurs retours au pouvoir. Ils y parviennent partiellement mais les français résistent soit par des mouvements sociaux, soit par le vote, ils s'opposent systématiquement d'occasion en occasion, au modèle anglo-saxon qui va leur être proposé avec de plus en plus d'insistance et de brutalité.

Première grande tentative de 1986-87 (privatisations tout azimut, déremboursements des soins, baisse de l'impôt sur les grandes fortunes, suppression du contrôle sur les licenciements, projet de loi Devaquet contre l'école publique). Grandes grèves de l'hiver 1986-1987 : mort de Malik Houssekine et jonction d'un grand mouvement de la jeunesse et du mouvement syndical, des cheminots, des traminots, des marins, etc... Chirac a peur du souvenir de 68 et retire la loi Devaquet. Les Français après avoir dit « non » dans la rue le redisent dans les urnes : premier échec de Chirac en 1988.

Deuxième tentative en 1994-1997 : Balladur privatise davantage, loi quinquennale contre le droit du travail, première violente attaque contre les retraites, tentative avortée contre l'école publique (janvier 1994) tentative avortée contre le Smic (CIP jeune mars 1994)... Les Français rejette cette politique et Balladur en fait les frais, Chirac réussit à passer devant lui en prétendant, à contre-emploi, défendre « le » modèle tant décrié, en réduisant la fracture sociale. Mais aussitôt Chirac et Juppé font passer la priorité à « réduction des déficits » : c'est au nom de l'autre modèle, ultra libéral, qu'ils tentent de réduire les retraites du secteur public, les plus avancées notamment, et d'enlever aux syndicats la Sécurité sociale, pour mieux la fiscaliser, la privatiser ensuite.

Deuxième échec de masse : la grande grève générale de novembre-décembre 1995 bloque la deuxième grande tentative réactionnaire de Chirac-Juppé. La droite est tellement secouée qu'elle engage elle-même la réduction du temps de travail « volontaire » à 32 et 35 h avec la loi de Robien. Ils ne s'en sortiront pas et l'effet différé des grèves de 1995 sera la dissolution de l'Assemblée nationale et la victoire de Lionel Jospin le 1er juin 1997 : il a promis les 35 h sans perte de salaire, le contrôle administratif sur les licenciements, les emplois-jeunes, des droits nouveaux (syndicaux, parité, pacs..).

Le gouvernement Jospin, dans ses trois premières années, représente une grande et belle avancée historique du modèle social préféré des français : surtout avec les 35 h et le traitement et recul du chômage de masse, la Cmu, l'Apa, etc... Le modèle social français, c'est celui qui permet de passer en 70 ans de 40 à 39 puis à 35 h hebdomadaires, avec des salariés les plus productifs au monde, et en haussant les salaires ! Le Medef va aller jusqu'à lui « déclarer la guerre » se proclamer une opposition brutale » et nommer des « tueurs » à sa tête affirmant vouloir « déstabiliser le gouvernement Jospin ». Ils pressionnent la gauche pour qu'elle privatise (c'est le lâchage odieux de France-Télécom, la poursuite des privatisations de ce qui permettait pourtant à l'état de contrôler des secteurs de l'économie dans l'intérêt général...)

Le Medef veut empêcher qu'avec la gauche triomphe le « bon » modèle, celui qui permet de gagner et de garder la retraite à 60 ans, les 5 semaines de congés payés, d'avoir des comptes de la Sécu excédentaires, d'être au premier rang mondial en matière de santé et d'éducation, des services publics (transports, énergie, communications) de premier plan... A ce stade, en 2000, la France, quatrième puissance industrielle mondiale, est en avance sur presque tout : dans ses exportations, dans sa productivité, dans sa redistribution sociale, elle a davantage de croissance que ses voisins, et son taux de chômage commence à réduire plus vite que les pays comparables. Mais, il y a un fossé qui s'est développé pendant les 20 années écoulées : celui du partage des richesses ! Le capital a pris environ 10 points aux salaires dans la valeur ajoutée. Les Français voyant grâce à leurs luttes de 1995 et à l'action de la gauche en 1997-2000, reculer le chômage de masse, sont impatients : ils estiment, à juste titre que si « le bout du tunnel » est possible, il doit y avoir aussi des hausses de salaires, de vraies 35 h pour tous, un contrôle sur les licenciements boursiers... Comme Lionel Jospin ne les entend pas assez, il le sanctionnent le 21 avril 2002, de justesse à 197 533 voix près... Non pas parce qu'ils voulaient du modèle libéral, mais parce qu'ils entendaient faire progresser le meilleur du modèle social français.

Depuis 2002, dans la troisième tentative, les ultra-libéraux du Medef, organisent la « contre-révolution blanche » : ils attaquent les retraites, la Sécu, le Code du travail et démantèlent le maximum de ce qui reste d'éléments de pactes républicains en place depuis 1945, 1968, 1981 et 2000... Cette fois, la droite de Chirac-Raffarin-Villepin-Sarkozy, éperonnée par le Medef, s'efforce d'aller le plus loin possible, de rendre irréversible, à la façon Thatcher, ce qu'elle fait. Elle facilite la concentration des richesses, elle creuse le chômage de masse délibérément, elle bloque les

salaires, ramène la retraite progressivement à 65 et 67 ans, privatise la Sécu (Plan hôpital 2007, loi Douste-Blazy), casse les solidarités, supprime les subventions aux associations, fait régresser les systèmes de protection des chômeurs et des exclus, privatise à tour de bras en bradant les bijoux de l'économie nationale, organise les déficits en baissant les recettes fiscales...

Cette droite-là, depuis quatre ans, y va « à fond », jusqu'au bout, en une véritable « alternative », elle est fidèle au patronat et elle fait reculer, pour la première fois, profondément « le modèle social français » dont elle ne parle plus qu'en le dénigrant pour ses « pesanteurs » et son « conservatisme », son « archaïsme ». Elle est vite devenue minoritaire, de 2002 à 2006 : dans la rue en 2003, dans les urnes en 2004 et en 2005... mais elle ne cède pas, elle s'entête et met les bouchées doubles, rendant explosive la situation : elle a remplacé les « 35 h hebdomadaires sans perte de salaire » par « les 45 h annualisées sans gain de salaire ». Elle fait sans complexe, le culte de l'individualisme, de la concurrence libre et non faussée, de la précarité, de la loi de la jungle, du « chacun pour soi et payez vous-mêmes vos assurances ». Elle impose un choix de société antisocialiste.

Mme Parisot du Medef a affirmé en février 2005 que « la liberté s'arrêtait là où commençait le Code du travail » et elle a déclaré en septembre 2005 : « La vie, la santé, l'amour sont précaires, pourquoi le travail ne le serait-il pas ? ». C'est une apologie perverse de la barbarie. Car depuis l'aube de l'humanité, nous luttons contre la précarité de la faim, du froid, de la souffrance... nous avons inventé l'agriculture pour dépasser la précarité de la cueillette, nous avons dépassé la précarité de la chasse en inventant l'élevage... tout progrès de civilisation a été fait contre la précarité des humains, et contre la concurrence, la guerre, la violence des rapports sociaux basés sur la domination du plus fort contre le faible... Tout progrès est lié à la régulation, à la socialisation, à la solidarité et à la sécurité sociale : notre "modèle" est là... et "l'autre modèle", celui de Mme Parisot est celui de la régression barbare ancestrale !

Fondamentalement, socialisme ou barbarie, tel est le choix de société qui se pose à nous. Pour renverser cette troisième tentative de contre-révolution libérale en 20 ans, il faut des socialistes aussi audacieux que la droite l'est actuellement. Il faut des socialistes aussi fidèles aux salariés que les Villepin-Sarkozy le sont au patronat. Il faut des socialistes convaincus qu'il faut une alternative, une reconstruction, franche, claire, mobilisatrice du « modèle social français », et des conquêtes nouvelles : il faut retrouver l'audace de la Libération ! La « Sécu » a été construite en 1945 quand la France était en ruine, aujourd'hui, elle est cinq fois plus riche, on doit pouvoir faire mieux encore !

Hausse massive des salaires, droit à la retraite à 60 ans et à 55 ans pour les métiers les plus pénibles, de vraies 35 h hebdomadaires sans perte de salaires, avec embauches correspondantes, pour toutes et tous, avec une durée maxima à 44 h, deux jours de repos consécutifs hebdomadaires dont le dimanche, pour toutes et tous, de bons salaires, des vrais services et des équipements publics pour l'école, la santé, l'énergie, l'eau, les transports, les télécommunications, le crédit... Une vraie redistribution des richesses ! tel est le modèle social, socialiste, pour lequel nous combattons, en cela, il est « Français » et universel !

Et que l'on ne nous dise pas qu'il n'y a pas d'argent et trop de déficits : ce sont des billevesées, des mises en scène de la « pensée unique » : les déficits, ont été créés profondément par la baisse organisée, systématique, criminelle des recettes : baisse de l'impôt sur les sociétés (alors que la « cagnotte privée » n'a jamais été aussi grande : 57 milliards d'euros de bénéfices des entreprises du CAC 40 en 2004, combien en 2005 ? « Total » ? : 9 milliards d'euros de bénéfices en 2003, 9,5 milliards en 2004, 13,5 milliards dans les 9 premiers mois de 2005...) baisse de l'impôt sur les revenus les plus élevés, baisse des cotisations patronales considérable depuis 15 ans... Les déficits ont été accrus par les emprunts aux riches qui ne sont plus taxés et auxquels on paie des intérêts tout en disant au peuple de se serrer la ceinture...

En fait jamais la France n'a jamais été aussi riche mais jamais la richesse aussi mal répartie : jamais les profits n'ont atteint de tels plafonds, et bien sur, on constate que quasi rien de ce qui va aux profits d'aujourd'hui ne va à

## Mais de quel « modèle » parle t'on ?

---

l'investissement de demain et encore moins à l'emploi d'après-demain !

Notre modèle social, peut-être reconstruit, approfondi, mais pour cela, à contre-pied des libéraux il y a une règle-clef : il faut augmenter le coût du travail (et la répartition des richesses qu'il entraîne) et baisser le coût du capital (et la concentration des richesses qu'il entraîne).

**Gérard Filoche**, membre du conseil national du Ps, le 21 décembre 2005